



Rapport bruxellois sur l'état de la pauvreté 2011

Baromètre social : conclusions

Ce 7e baromètre social révèle une nouvelle fois l'ampleur de la pauvreté en Région bruxelloise. Globalement la situation ne s'améliore guère, en particulier en ce qui concerne le nombre de Bruxellois qui dépendent d'un revenu d'insertion du CPAS. L'augmentation importante de la population bruxelloise s'accompagne d'un nombre croissant de personnes qui vivent dans la pauvreté sur le territoire régional, pauvreté qui se manifeste dans le domaine des revenus, de l'emploi, du logement, du niveau d'instruction ou de la santé.

Toutes les tranches d'âge sont concernées par la pauvreté

La pauvreté des enfants, phénomène particulièrement urbain, reste importante. Un quart des enfants bruxellois vit dans un ménage sans revenu du travail, c'est 2 fois plus que dans l'ensemble du pays et 4 fois plus qu'en Flandre. La pauvreté des enfants est une conséquence des trop faibles revenus des parents. Le montant des allocations sociales protège relativement moins de la pauvreté les familles avec enfants que les isolés. En Région bruxelloise les familles avec enfants sont plus touchées par le chômage de longue durée que dans le reste du pays et particulièrement les familles monoparentales. L'accès au logement est difficile pour les familles avec enfants avec de faibles revenus : si elles ne disposent que d'un revenu d'intégration, elles doivent consacrer plus de la moitié de leur revenu pour se loger dans le privé.

La pauvreté des enfants a des conséquences importantes sur leur développement et leur santé. Dans une famille sans revenu du travail, le risque de décéder avant l'âge d'un an est deux fois plus élevé que dans une famille à deux revenus et les inégalités sociales face à la mortalité augmentent en Région bruxelloise.

La pauvreté a également des conséquences importantes sur leur scolarité. Parmi les enfants qui habitent les communes plus pauvres, plus d'un enfant sur cinq a au moins 2 années de retard à l'entrée du secondaire. En Région bruxelloise, plus d'un quart des familles avec enfants n'ont pas de connexion internet, le plus souvent pour raison financière.

La pauvreté touche également une partie non négligeable des **jeunes adultes**. La part des jeunes Bruxellois qui quittent l'école sans qualification n'augmente pas mais reste élevée (18 %) et nettement plus importante que dans l'ensemble du pays. Le nombre de jeunes inscrits comme demandeurs d'emploi à Actiris est resté relativement stable au cours de la dernière décennie malgré l'augmentation importante du nombre de Bruxellois dans cette tranche d'âge. Le taux de chômage des jeunes reste cependant élevé, et même excessivement élevé, dans les communes pauvres (plus de 40% à Molenbeek-St-Jean). Le nombre et la proportion de jeunes de 18-24 ans qui bénéficient d'un revenu du CPAS augmentent de manière continue. Fin 2010 ils représentent 9 % de la population des jeunes adultes.

Les Bruxellois de **50 à 64 ans** sont globalement moins touchés par la pauvreté que dans l'ensemble du pays : en Région bruxelloise leur taux d'activité est plus élevé et la part de personnes à faible niveau d'instruction y est plus faible. Cependant le nombre de chômeurs de plus de 50 ans continue d'augmenter.

Si le nombre absolu de personnes âgées (**65-plus**) diminue en Région bruxelloise, le nombre de personnes âgées avec de très faibles revenus augmente. En 2010, 9,3% des 65 ans et plus bénéficient de la GRAPA.

La pauvreté touche aussi bien les femmes que les hommes

En termes d'emploi, les différences hommes/femmes concernent surtout le taux d'activité. Les femmes sont moins présentes sur le marché de l'emploi que les hommes, mais celles qui le sont ont autant de chance d'avoir un travail que les hommes. Même s'il n'atteint pas l'objectif européen 2010, le taux d'emploi des femmes de 50-64 ans est plus élevé en Région bruxelloise que dans le reste du pays.

Cependant, pour les groupes d'âge les plus jeunes, nous observons dans la moitié des communes bruxelloises un taux de chômage féminin inférieur au taux de chômage masculin. Ce constat est à mettre en lien avec le fait que les garçons ont plus souvent un retard scolaire de 2 ans ou plus que les filles. Ils quittent aussi plus fréquemment l'école sans aucune qualification et sont donc plus vulnérables sur le marché de l'emploi.

La proportion de femmes bénéficiant d'un revenu d'intégration sociale est un peu plus élevée que pour les hommes. On observe aussi un taux d'invalidité plus élevé chez les femmes, particulièrement pour les ouvrières (les troubles de la santé mentale en sont la première cause, tant pour les hommes que pour les femmes).

Les constats de ce baromètre mettent en lumière les grands défis à relever pour réduire la pauvreté en Région bruxelloise

L'évolution démographique de la région a des conséquences importantes en matière de pauvreté.

L'augmentation importante de jeunes adultes dans la population bruxelloise s'accompagne d'une augmentation beaucoup plus importante de jeunes adultes pauvres. Le nombre de jeunes de 18 à 24 ans qui dépendent d'un revenu d'intégration sociale du CPAS augmente fortement.

Les nombreux Bruxellois issus de l'immigration internationale ne sont pas une population homogène sur le plan socioéconomique. Les Bruxellois issus de l'UE sont dans une situation socio-économique en moyenne plus favorable, avec un taux d'emploi plus élevé que la moyenne bruxelloise et une proportion plus faible de personnes peu qualifiées. Les Bruxellois non européens ont plus difficilement accès au marché du travail : plus de la moitié des adultes n'ont pas de diplôme de l'enseignement secondaire supérieur, leur taux d'emploi est plus faible et une proportion plus importante d'entre eux dépend du CPAS.

Les fonctionnaires internationaux ne sont en général pas repris dans les statistiques.

La population bruxelloise n'est pas suffisamment protégée de la pauvreté.

La plupart des allocations de remplacement de revenus restent inférieures au seuil de risque de pauvreté, elles ne permettent donc pas de garantir une protection suffisante contre la pauvreté. Entre 18 et 65 ans, plus d'un Bruxellois sur cinq vit d'un revenu de remplacement. Le nombre de Bruxellois qui sont dans cette situation s'accroît d'année en année. Le nombre croissant de ménages à faible revenu augmente fortement les tensions sur le marché du logement. L'insuffisance du parc

de logements sociaux ou assimilés est plus manifeste, la liste d'attente s'allonge, l'accès au marché locatif privé devient de plus en plus difficile. La part importante du budget qui doit être consacrée au logement explique aussi en partie pourquoi plus d'un quart des ménages bruxellois ont dû postposer ou renoncer à des soins pour raisons financières.

Le faible niveau d'instruction pénalise fortement l'accès au travail. Un quart des 25-34 ans doivent s'insérer sur le marché du travail sans diplôme de l'enseignement secondaire supérieur alors que le marché du travail bruxellois est de plus en plus composé d'emplois très qualifiés. Le nombre absolu de demandeurs d'emploi ne cesse d'augmenter.

Les inégalités socio-économiques à l'intérieur de la Région s'accroissent également.

L'augmentation importante du nombre absolu de Bruxellois en situation socioéconomique précaire et les besoins croissants en termes de travail et d'accompagnement social pèsent principalement sur les communes du Nord-Ouest de la Région bruxelloise.

Pour plus d'informations :

Observatoire de la Santé et du Social de Bruxelles-Capitale

Commission communautaire commune

183 avenue Louise – 1050 Bruxelles

Tél. : 02/552 01 89

observat@ccc.irisnet.be

www.observatbru.be

Sarah Luyten

Tél. : 02/552 01 55

sluyten@ggc.irisnet.be